

Annuaire du Collège de France

122^e année

2021
2022

Résumé des cours et travaux



COLLÈGE
DE FRANCE
— 1530 —

HISTOIRE TURQUE ET OTTOMANE (CHAIRE INTERNATIONALE)

Edhem Eldem

Professeur à l'université de Boğaziçi (Turquie),
professeur invité au Collège de France

La série de cours et de séminaires, intitulée « L'Empire ottoman et la Turquie face à l'Occident (V) », est disponible en audio et vidéo, sur le site internet du Collège de France (<https://www.college-de-france.fr/fr/agenda/cours/empire-ottoman-et-la-turquie-face-occident-v>), de même que le colloque « Je t'aime... moi non plus. Deux siècles de relations entre la Turquie et l'Europe » (<https://www.college-de-france.fr/fr/agenda/colloque/je-aime-moi-non-plus-deux-siecles-de-relations-entre-la-turquie-et-europe>).

ENSEIGNEMENT

COURS - L'EMPIRE OTTOMAN ET LA TURQUIE FACE À L'OCCIDENT (V)

Introduction

Le passé turc n'est pas qu'ottoman et l'histoire ottomane n'est pas que turque. C'est dire que l'intitulé de cette nouvelle chaire couvre un domaine très vaste et pour le moins complexe, voire ambigu. Nous avons cependant porté notre regard sur un contexte plus ciblé qui, tout en réduisant l'ampleur du sujet, a permis d'intégrer ces deux dimensions de la question dans une réflexion historique particulière, celle de l'Empire ottoman et de la Turquie républicaine face à l'Occident. Ce questionnement

s'est à son tour inscrit dans une chronologie chevauchant les périodes moderne et contemporaine, du XVIII^e siècle à nos jours.

Modernités, modernisation, occidentalisation, dynamiques internes, influences extérieures, cette période de transformations profondes est bien trop complexe pour se prêter à des lectures univoques qui finissent par donner une vision par trop simpliste, souvent faite d'une combinaison de triomphalisme occidental et de défaitisme ottoman.

À un moment où l'histoire devient la proie d'une rhétorique politique des plus malsaines et où celle de l'Empire ottoman est soumise au lit de Procuste du nationalisme turco-islamique, il devient d'autant plus important de créer une plateforme capable de diffuser la connaissance historique dans ce domaine particulier et de promouvoir la recherche « en train de s'y faire », selon l'heureuse formule du Collège de France. C'est la mission que la chaire internationale d'histoire turque et ottomane s'était fixée pour cinq ans, durée pendant laquelle les spectaculaires transformations des trois derniers siècles seront examinées dans leurs dimensions politique, idéologique, sociale, économique et culturelle, afin de saisir les dynamiques du changement et de la continuité dans une des régions les plus mouvementées du globe.

Le cours a repris les grands moments de la période : intégration avec l'Europe au tournant du XIX^e siècle, réformes étatiques des années 1820 et 1830, rêves « ottomanistes » des années 1850 et 1860, crise de 1876, autocratie hamidienne, révolution jeune-turque, débâcle de la Première Guerre mondiale... L'objectif premier était de combiner la synthèse et le détail, et de familiariser le public avec l'étude critique de textes et de documents contemporains, ainsi qu'avec une approche diversifiée permettant de croiser des aspects différents mais convergents d'une réalité extrêmement variée. De la culture funéraire aux institutions financières, de l'anatomie des massacres aux biographies intellectuelles, de l'usage de la photographie à l'invention des ordres et décorations, de la naissance d'un orientalisme ottoman à la constitution d'une pratique archéologique, nombre d'études sont venues se greffer sur ce récit central pour en dévoiler la richesse et la complexité.

Cours 1 - Rappels et reprise

Le 7 janvier 2022

Comme à l'accoutumée, hélas pour la dernière fois, cette saison a débuté avec une séance de rappel des thèmes et questions traités l'année précédente afin d'assurer la continuité d'un cours qui, malgré de nombreuses et parfois longues digressions, reste fortement attaché à la chronologie de ce long, voire interminable, XIX^e siècle ottoman. En effet, l'objectif déclaré au début du cours était de couvrir une période allant de la fin du XVIII^e siècle à la Grande Guerre. Le pari est presque tenu, puisque cette saison s'est terminée avec la révolution jeune-turque et un épilogue traitant de l'ambiguïté de l'héritage ottoman tel qu'il est perçu, étudié et exploité en Turquie républicaine, particulièrement pendant les deux dernières

décennies marquées par le « néo-ottomanisme » dont le parti au pouvoir, le parti de la Justice et du Développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi*) et son leader, Recep Tayyip Erdoğan, sont fort friands.

L'année précédente s'était terminée par une séance consacrée à « l'année des trois sultans », cet *annus horribilis* de 1876 qui avait vu trois souverains se succéder sur le trône d'Osman tandis que l'empire était aux prises avec une crise politique, financière et diplomatique des plus violentes. Abdülaziz (r. 1861-1876) avait été détrôné lors du premier coup d'État moderne de l'histoire ottomane et turque, au profit de son neveu Murad V, allié des libéraux et franc-maçon, dont le front constitutionnaliste attendait des miracles. La pression des événements s'ajoutant à une santé déjà fragile, il est victime d'un effondrement mental qui, au bout d'à peine trois mois, oblige le gouvernement à le remplacer par son demi-frère, Abdülhamid II. C'est ainsi que débute un long règne – 33 années – que cet ambitieux sultan saura rapidement transformer en une des plus sévères autocraties de l'époque. Porté au pouvoir par une part de hasard et par les circonstances d'une crise généralisée, Abdülhamid saura naviguer dans les eaux troubles d'une situation politique des plus instables et finir par tirer profit du chaos pour asseoir son propre pouvoir et le transformer progressivement en une autocratie en démantelant la plupart des institutions établies à grand-peine par les hommes d'État des *Tanzimat*.

Pour rendre toute la force du personnage et de ses trois décennies de règne, il suffit de noter que toutes les séances de cette saison lui ont été consacrées, directement ou indirectement. Plus encore, il a paru utile et légitime de faire une entorse à la tradition des projections débutant par une image symbolisant le thème de la leçon en les cha-peautant toutes par la même image du souverain, représenté par une caricature de l'artiste tchèque Václav Hradecký (1867-1940) parue en couverture de la célèbre revue satirique *L'Assiette au beurre* du 31 octobre 1903. Le titre accompagnant l'image, « Trente ans d'assassinats », prouvait que la réputation du « sultan rouge » était bien faite, surtout au lendemain des massacres qui avaient ensanglanté l'Anatolie orientale à peine une dizaine d'années auparavant. Toutefois, il est particulièrement intéressant de déconstruire l'image du sultan. En effet, l'artiste lui a donné un regard malicieux, un sourire en coin, un petit air narquois; il semble faire un clin d'œil au lecteur. Son costume noir et sobre – presque une soutane – est décoré de la plaque d'une décoration – ce que l'on appelait alors un « crachat » – tandis qu'il joue nonchalamment avec la croix de la même décoration, accrochée au bout d'un cordon rouge.

Cette image d'un autocrate à l'aspect presque sympathique était lourde de sens pour les lecteurs contemporains. La décoration qu'il arborait sur la poitrine était facilement identifiable : il s'agissait de la plaque de la grand-croix de la Légion d'honneur, dont il avait été effectivement décoré par le gouvernement français par deux fois. Le message était clair : un assassin, certes, mais un assassin que l'Europe tolérait et, par conséquent, exonérait de ses crimes. C'était là une duplicité que l'opinion publique progressiste française ne manquait pas de reprocher à son gouvernement, en se souvenant de son silence lors des massacres des Arméniens dans les années 1890.

120 ans plus tard, cette image reste extrêmement significative par son illustration de certains des aspects fondamentaux du règne d'Abdülhamid. La violence dont il fut en grande partie responsable, bien sûr, mais aussi le génie de son pragmatisme politique qui lui assura un certain confort jusqu'à la fin de son règne en louvoyant entre une répression des plus violentes à l'intérieur et la satisfaction qu'il sut donner aux appétits impérialistes des grandes puissances et à leur attente d'ordre et de stabilité dans une des régions les plus instables du globe.

Pour terminer ce rappel et présenter la suite, quelques suggestions de lecture :

Deringil S., *The Well-Protected Domains: Ideology and the Legitimation of Power in the Ottoman Empire, 1876-1909*, Londres, I.B. Tauris, 1998.

Georgeon F., *Abdülhamid II 1876-1909. Le crépuscule de l'Empire ottoman*, Paris, CNRS Éditions, 2017.

Alloul H., Eldem E. et de Smaele H. (dir.), *To Kill a Sultan: A Transnational History of the Attempt on Abdülhamid II (1905)*, Londres, Palgrave Macmillan, 2018.

Cours 2 - Du chaos à l'autocratie

Le 14 janvier 2022

L'autocratie ne couvre pas entièrement les trois décennies du règne d'Abdülhamid. Lorsqu'il accéda au trône le 31 août 1876, le gouvernement était encore aux mains des « putschistes » du 30 mai, le célèbre Midhat Pacha en tête. Le jeune sultan dont on subodorait déjà les ambitions politiques dut donc composer avec un ordre du jour axé sur la réforme et, surtout, l'établissement d'un régime constitutionnel. Il lui fallut ainsi jouer le jeu et accepter de promulguer, le 23 décembre 1876, la première constitution de l'Empire. Tout en resserrant l'étau autour de l'élite politique et notamment de Midhat Pacha dont il se débarrassa en février 1877, Abdülhamid maintint son rôle de monarque constitutionnel jusqu'au 13 février 1878, date à laquelle il suspendit la constitution et ferma le parlement. C'est par ce tournant décisif que débuta son œuvre de construction d'un régime autoritaire centré sur sa personne, démantelant ou tout au moins marginalisant la plupart des institutions établies pendant près de quatre décennies par l'oligarchie bureaucratique des *Tanzimat*. Dès la seconde moitié des années 1880, une forme d'autocratie était déjà en place et atteindrait son apogée pendant les deux décennies suivantes. À la fin de son règne, le sultan fut forcé de se retrancher dans son rôle de souverain constitutionnel par la révolution jeune-turque du 23 juillet 1908 qui rétablit la constitution et rouvrit le parlement sans pour autant détrôner le véritable objet de sa haine. Toutefois, ce chant du cygne fut de courte durée, puisque le sultan fut finalement détrôné le 27 avril 1909.

Si Abdülhamid fut porté au pouvoir par un concours de circonstances assez particulier, notamment deux dépositions successives en trois mois, ce fut à la crise et au chaos qui s'étaient emparés de l'Empire et à son propre génie qu'il dut son ascension politique. Lorsqu'il accéda au trône de ses ancêtres le 31 août 1876, trois crises

dominaient l'ordre du jour : l'état de guerre et d'insurrection dans les Balkans et ses retombées politiques et diplomatiques ; la situation économique et financière désastreuse qui suivit la banqueroute partielle d'octobre 1875 ; enfin, une situation politique instable, que Midhat Pacha et les autres acteurs du coup d'État de mai tentaient de résoudre tout en se maintenant au pouvoir et en préparant le passage à une monarchie constitutionnelle.

La crise des Balkans était particulièrement aiguë, notamment en raison de ses répercussions à l'échelle internationale. En effet, la Grande-Bretagne et la France s'inquiétaient de voir la poudrière des Balkans causer une conflagration internationale ; tout en partageant ces inquiétudes, l'Autriche-Hongrie lorgnait sur la Bosnie-Herzégovine ; la Russie, elle, était prête à intervenir pour défendre Serbes et Bulgares, mais surtout pour prendre sa revanche sur la guerre de Crimée. Bien plus que le conflit avec la Serbie et le Monténégro, ce furent les affaires de Bulgarie qui envenimèrent le plus les relations de la Porte avec les grandes puissances. L'insurrection qui débuta en avril 1876 fut réprimée par l'armée et des irréguliers – les fameux *bachibouzouks* (*başıbozuk*) – avec une telle violence que l'opinion publique européenne s'enflamma, particulièrement en Grande-Bretagne, où Gladstone publia en septembre son célèbre pamphlet sur les *Bulgarian Horrors* qui mettait les « Turcs » au ban de la civilisation et de l'Europe.

La conférence internationale qui se réunit à Constantinople tenta de pacifier la région en proposant une sorte de tutelle européenne sur les Balkans. Dans l'espoir de contrecarrer ce plan, Midhat Pacha imagina de faire coïncider la promulgation de la constitution avec l'ouverture de la conférence. Nullement émus et encore moins convaincus, les délégués maintinrent leurs demandes, tandis que le grand vizir se butait dans son refus d'y accéder. L'impasse se transforma en crise lorsque Midhat Pacha convoqua le 18 janvier 1877 un « grand conseil » inédit qui refusa de céder aux pressions, provoquant l'échec de la conférence et le départ précipité des délégués et ambassadeurs des grandes puissances. L'Empire se retrouvait ainsi seul face au danger imminent d'une agression russe. Profitant de la situation et d'une faille de la constitution, Abdülhamid décréta la destitution et le bannissement de Midhat Pacha, se débarrassant ainsi du principal obstacle à ses velléités autoritaires.

Si Midhat avait été écarté de la scène politique, le projet constitutionnel, même bâclé, restait en vigueur. Des élections fort mal organisées se tinrent en février et le parlement fut inauguré le 19 mars 1877 par le successeur de Midhat, Edhem Pacha, dont on retient ce bon mot, tiré d'une lettre à un collègue l'année précédente : « *Bize konstitüsyon değil, enstitüsyon lazımdır* », soit « ce n'est pas une constitution mais bien des institutions qu'il nous faut ». Malgré toutes les imperfections du système, le parlement reflétait jusqu'à un certain point la diversité de la population de l'Empire, mesurée à l'aune confessionnelle. Les musulmans étaient considérablement surreprésentés (69/115), avec 60 % des sièges alors que leur poids démographique ne dépassait que légèrement la moitié de la population. Sur les 46 députés non musulmans, 24 (52 %) étaient grecs, 17 (37 %) arméniens, et les juifs et chrétiens

arabes se partageaient cinq sièges (3 et 2, ou 6 % et 4 % respectivement). Étrangement, le déséquilibre n'était pas uniforme. Si les non-musulmans étaient effectivement sous-représentés dans les Balkans et en Anatolie occidentale où leur poids démographique dépassait souvent les 50 %, ils étaient considérablement surreprésentés en Anatolie centrale et orientale, ainsi que dans les provinces arabes, où ils dépassaient rarement le cinquième de la population.

Le « printemps » qu'annonçait l'ouverture du parlement fut de courte durée. Une dernière tentative des grandes puissances d'éviter la guerre en imposant, entre autres, des réformes visant les populations chrétiennes des Balkans échoua lorsque la Porte rejeta ce qu'elle considérait une ingérence dans ses affaires; le 24 avril 1877, les troupes russes entrèrent en Moldavie et Valachie, déclenchant le conflit tant craint. Les Ottomans durent combattre sur deux fronts, dans les Balkans et dans le Caucase; malgré quelques succès durant les premiers mois, ils finirent par céder devant la poussée russe. En moins d'une année, ils furent défaits et forcés de demander un armistice le 31 janvier 1878. Deux mois plus tard, l'armée du tsar campait à San Stefano, aux abords de la capitale, et, le 3 mars, forçait le gouvernement ottoman à signer un traité dont la sévérité était à la mesure de cette cuisante défaite.

Cours 3 - Islam et modernité

Le 21 janvier 2022

Abdülhamid sut tirer profit de la catastrophe. Le 13 février 1878, prétextant les conditions extraordinaires de la guerre, il ferma le parlement et suspendit la constitution. Une fois débarrassé de cet obstacle majeur à l'établissement de son autorité, le sultan put se lancer dans des efforts de stabilisation de la situation, à commencer par la diplomatie. Conscient de l'inquiétude causée auprès des autres grandes puissances par l'irruption soudaine de la Russie dans la région, il obtint le soutien et la médiation de la Grande-Bretagne pour une révision du traité de San Stefano, par le traité de Berlin du 13 juillet 1878. Certaines des clauses les plus sévères furent effectivement révisées à la baisse, à commencer par le projet d'une « grande » Bulgarie qui fut réduit à la création d'une principauté autonome et d'une Roumélie orientale entre deux eaux. Il n'en reste pas moins que l'indépendance de la Roumanie et du Monténégro fut entérinée, de même que l'occupation de l'Anatolie du nord-est par la Russie. Par ailleurs, la facture à régler fut grossie par les demandes des grandes puissances. Chypre fut offerte aux Britanniques en contrepartie de leurs bons offices et l'Autriche-Hongrie s'arrogea le droit d'occuper la Bosnie-Herzégovine. D'autres cessions gracieuses suivirent : la Tunisie à la France et la Thessalie à la Grèce en 1881, le contrôle de l'Égypte à la Grande-Bretagne l'année suivante et l'autonomie partielle de la Crète en 1898. Dans le même esprit, la création de la Dette publique ottomane en 1881 mit fin à la crise financière en rétablissant le crédit de l'Empire en contrepartie de la cession du contrôle de plus d'un tiers des revenus de l'État par un consortium représentant les intérêts des grandes puissances et de la masse des porteurs européens d'obligations « turques ».

Cette implosion « douce » qui suivit les amputations de la guerre faisait partie de la politique pragmatiste du nouveau sultan, qui lâchait du lest dans une périphérie qu'il estimait difficile à maintenir, si ce n'est déjà perdue, pour se replier sur l'Anatolie et les provinces arabes. Pour avoir les mains libres dans ce qui lui restait de son empire, il lui fallait s'assurer du soutien et de la bienveillance de l'Europe, ce qu'il obtint grâce à des cessions territoriales, l'établissement d'une dette publique contrôlée par la finance européenne et une attitude conciliante envers les grandes puissances. Il avait vu juste. La relative tranquillité qu'il acquit sur la scène internationale lui procura les moyens de reconfigurer l'Empire à sa guise. La débâcle de 1878 avait causé la perte d'une grande partie des territoires ottomans dans les Balkans; elle s'était accompagnée d'un exode en masse de la population musulmane de la région. Des centaines de milliers durent se réfugier en Anatolie, modifiant de manière radicale l'équilibre démographique de l'Empire. Avant la défaite et les pertes territoriales, la population avait été répartie plus ou moins de manière égale entre les musulmans et les non-musulmans. Avec la perte des Balkans, la population chrétienne avait chuté jusqu'au quart environ de la population totale. Ce recalibrage démographique eut un impact décisif sur la politique d'Abdülhamid. Conscient des avantages qu'il pouvait retirer de ce changement drastique dans la configuration de la population, le sultan misa sur l'islam à la fois comme ciment idéologique et comme ferment de mobilisation de la population musulmane contre les velléités sécessionnistes des populations non musulmanes de l'Empire.

L'islamisation de l'Empire sous Abdülhamid se doublait d'une politique panislamique dont le sultan espérait tirer un avantage sur la scène internationale, notamment face aux empires coloniaux britannique et français et à la Russie dont les fortes populations musulmanes pouvaient ainsi devenir la cible d'une propagande bien menée. Jouant de son titre de calife, Abdülhamid tenta ainsi de s'attirer les sympathies et la loyauté de millions de musulmans à travers le monde, du Maghreb à Java. Évidemment, c'était sa manière de faire planer une vague menace sur les empires coloniaux britannique et français, mais il est vrai aussi qu'il se garda bien de dépasser les bornes et de froisser ces deux puissances dont le soutien, même tacite, lui était indispensable.

Si l'établissement d'une dette publique régie et contrôlée par la finance européenne équivalait à une mise sous tutelle et rendait possible le développement d'une forme d'impérialisme, il n'en reste pas moins qu'il amena une certaine stabilité à la situation financière et économique de l'Empire. La crise monétaire due à une émission incontrôlée fut enrayerée par le retrait du papier-monnaie et le retour à l'étalon-or; la consolidation de la dette à environ 40 % de sa valeur permit au gouvernement de recouvrer son crédit sur les places financières et de contracter des emprunts à des taux raisonnables; non sans ironie, l'administration de la Dette publique réussit à augmenter la productivité des recettes fiscales qui lui avaient été attribuées au point d'accroître les revenus du Trésor qui pourtant n'avait droit qu'à l'excédent de ces recettes une fois la part de la Dette payée.

Cette stabilité permit à l'Empire de s'engager dans la voie d'une croissance « dépendante », dont les conditions étaient déterminées par les grandes puissances et les grands groupes financiers et industriels d'Europe et qui assurait un flot assez régulier d'investissements dans des domaines jugés compatibles avec les intérêts des principaux acteurs de l'impérialisme occidental. C'était notamment le cas des chemins de fer dont le réseau extrêmement fragmentaire datant des années 1870 se vit doter, pendant les trois décennies suivantes, de jonctions et d'extensions qui finirent par relier l'Empire à l'Europe, et les Balkans, à l'Anatolie occidentale et centrale. Au Levant, un modeste réseau reliant Syrie, Liban et Palestine se développa dans les années 1890; mais c'est là qu'Abdülhamid décida de lancer en 1900 son projet ferroviaire le plus ambitieux devant relier Damas aux villes saintes de Médine et de La Mecque. Le chemin de fer du Hedjaz, financé par le sultan, le gouvernement et par des dons des croyants, était censé servir l'image du sultan-calife, tout en démontrant la capacité de l'Empire à financer un tel projet sans avoir recours à des capitaux ou emprunts étrangers.

Le long règne d'Abdülhamid se déroula donc sous le double signe de l'islam et de la modernité, le premier formant l'idéologie de base légitimant le pouvoir du sultan, tandis que le second fournissait au régime les moyens de maintenir ordre et stabilité dans les territoires de l'Empire. Paradoxale à première vue, cette combinaison reposait essentiellement sur l'extraordinaire pragmatisme du sultan qui, fort des avantages qu'il avait retirés d'une relative stabilité financière et de la bienveillance qu'il avait réussi à obtenir des grandes puissances, sut mettre les vastes moyens dont il disposait au service d'un développement économique et social strictement contrôlé et encadré par le puissant outil idéologique qu'il s'était constitué. Toutefois, pour appliquer ce plan, il lui fallut avant tout consolider son propre pouvoir, écarter et neutraliser tous les acteurs susceptibles de faire obstacle à son projet autocratique et démanteler les institutions sur lesquelles l'oligarchie bureaucratique des *Tanzimat* avait fondé une timide et fragile version d'un État de droit.

Cours 4 - Terreur et violences

Le 28 janvier 2022

Abdülhamid II avait jeté les fondations d'un régime autoritaire dès son accession au trône, d'abord en obtenant l'insertion dans la constitution du célèbre article 113 qui lui donnait « le pouvoir exclusif d'expulser [...] ceux qui [...] sont reconnus comme portant atteinte à la sûreté de l'État ». Déjà proclamé « irresponsable » et « sacré » (article 5), le sultan se servit de cet article pour se débarrasser de Midhat Pacha en février 1877. Un an plus tard, le conflit avec la Russie, pour désastreux qu'il fût, lui fournit l'occasion d'achever cette purge en fermant le parlement et en suspendant indéfiniment la constitution. Dès lors, il ne restait plus qu'un obstacle devant l'établissement du pouvoir et de l'autorité qu'Abdülhamid brigua : le gouvernement. En effet, son ambition ne se limitait pas à régner; il voulait gouverner. Or la tradition politique ottomane, tout en reconnaissant la majesté et le statut

exceptionnel du sultan, reposait avant tout sur les décisions d'une élite politique et les fonctionnements d'une bureaucratie de plus en plus développée. Certains sultans avaient tenté, avec plus ou moins de bonheur, d'inverser cette pratique et de se procurer les moyens de régner *et* gouverner. Le dernier en date, Mahmud II (r. 1808-1839), y était parvenu en régnant sur la classe politique par la violence et la terreur. Ce n'est pas un hasard si l'édit des *Tanzimat*, promulgué quelques mois après sa mort, avait pour objectif premier d'assurer l'autonomie et la sûreté des dirigeants de l'Empire. Les décennies qui suivirent consacrèrent ainsi le pouvoir des pachas qui se constituèrent en une sorte d'oligarchie bureaucratique qui se chargea d'un programme de modernisation et de rénovation par le haut.

Le coup d'État de mai 1876 qui détrôna Abdülaziz n'était pas sans rapport avec les ambitions de cette classe dirigeante. Avec la disparition des deux derniers « grands » pachas des *Tanzimat* – Fuad en 1869 et Âli en 1871 – le sultan avait donné libre cours à ses velléités autoritaires et à des dépenses incontrôlées, ce qui le rendit fort impopulaire aux yeux de la population, mais surtout des dirigeants, inquiets de la tournure que prenait la situation. Portés par le mécontentement des masses et menés par Midhat Pacha, certains d'entre eux se retournèrent contre leur souverain et le déposèrent *manu militari*. C'est à ce putsch qu'Abdülhamid devait son arrivée au pouvoir, il est vrai par ricochet; toutefois, bien loin de le rassurer, cet état des choses ne fit qu'ancrer en lui une peur et une haine profondes de ceux qu'il pensait capables de lui faire subir le même sort. Cela explique son acharnement contre Midhat et ses efforts continus visant à purger l'État de toutes les institutions et personnes susceptibles de lui porter ombrage. En mai 1878, une tentative désespérée et manquée de rétablir son frère Murad sur le trône acheva de le confirmer dans ses peurs et le poussa à s'enfermer dans le palais de Yıldız dont il ne sortit pratiquement plus.

Il se consacra alors à la construction d'une machine étatique et gouvernementale qui devait répondre à la fois à ses ambitions et à ses craintes. Il avait écarté le danger constitutionnel, il lui restait à démanteler les institutions bureaucratiques qui risquaient de porter atteinte à son autorité. Pour ce faire, il déplaça le centre de gravité de l'État de la Sublime Porte vers son palais, attirant vers lui les bureaucrates et hommes d'État qu'il estimait dignes de confiance ou, pour le moins, faciles à contrôler. La loyauté en vint à remplacer le mérite et il s'entoura d'une cour de plus en plus nombreuse de secrétaires, chambellans, et d'aides de camp dont les noms vinrent à précéder ceux des ministres dans les almanachs de l'État. La durée d'occupation des postes trahissait la nature du nouveau régime : jusqu'à la fin de son règne, les fonctions de premier chambellan, de premier secrétaire et de ministre de la Liste civile furent confiées à une série de bureaucrates dont seule la mort amenait le remplacement. Les portefeuilles ministériels échurent à une poignée d'hommes de confiance pour des termes qui ne firent que s'allonger après 1890. Le grand-vizirat restait le poste le plus volatil, avec de fréquents changements qui reflétaient les sautes d'humeur et les changements de politique du souverain. Said Pacha, qu'Abdülhamid

avait nommé premier secrétaire le jour de son avènement, devint son homme de confiance mais aussi son souffre-douleur et accéda au poste pas moins de sept fois.

Le système hamidien reposait au sommet sur le remplacement de la tradition bureaucratique par un réseau de relations informelles dont le sultan seul détenait la clé. Jouant des rivalités et de son pouvoir arbitraire, il sut inculquer à son entourage une peur constante de la chute et de l'exil, ou pire, entretenue par un système de délation et d'espionnage qui finit par devenir une sorte d'institution dont l'effet était amplifié par l'invisibilité du sultan. Il suffira de donner en exemple le fait qu'en 1895, Said Pacha, persuadé que sa vie était en danger, se réfugia pendant quelques jours auprès de l'ambassade britannique. La peur et l'insécurité qui régnaient au sommet du pouvoir étaient répercutées sur la société tout entière, soumise au même carcan de la censure, de l'espionnage et de l'incitation constante à la délation. Le moindre soupçon, la moindre faute pouvait avoir des conséquences tragiques : destitution, limogeage, emprisonnement, travaux forcés, exil dans une lointaine contrée, en particulier au Yémen ou dans le Fezzan. Évidemment, pour équilibrer la terreur qui lui permettait de régner et de gouverner, Abdülhamid ne manquait pas de récompenser tout acte de loyauté par des médailles et des décorations, des promotions soudaines, des nominations inattendues ou par des gratifications plus ou moins généreuses. Conscient de l'importance de la communication, le sultan s'assurait de ce que son nom et les armoiries de l'État apparussent sur tous les supports imaginables et se servait de la presse qu'il avait si bien muselée pour diffuser une image de progrès et de magnanimité associée à sa personne.

Dans certains cas, la sévérité du régime pouvait prendre des proportions exceptionnelles. Les opposants du régime, les Jeunes-Turcs, furent évidemment visés par une répression systématique, mais c'est la population arménienne qui eut le plus à souffrir d'une violence systématique et meurtrière, notamment dans les années 1890. Si le congrès de Berlin de 1878 exigeait que de sérieuses réformes fussent entreprises dans les six provinces d'Anatolie où la présence arménienne était la plus forte, le sultan n'en fit rien et profita au contraire du traumatisme et des peurs des musulmans pour monter une campagne de terreur à l'encontre des Arméniens qui déboucha sur une série de massacres perpétrés par la population musulmane secondée par des milices kurdes organisées et armées par le gouvernement. Il n'est pas jusqu'à la capitale même qui ne fût la proie de cette violence en 1896, lorsque, pendant trois jours, des massacres coûtèrent la vie à des milliers d'Arméniens au vu et au su des autorités qui disposaient bien évidemment des moyens d'enrayer un tel déchaînement de violence. La politique du sultan était simple et terrible à la fois. S'il avait facilement abandonné des territoires qu'il savait pertinemment ne pas pouvoir conserver, il en allait tout autrement de l'Anatolie qui constituait désormais le cœur de son empire. Il savait, par ailleurs, que l'Europe ne se mobiliserait pas pour les Arméniens d'Anatolie orientale de la même manière qu'elle l'avait fait pour les Balkans, d'autant plus qu'il avait réussi à la convaincre de ce qu'il lui était utile. Il avait vu juste. Malgré une opinion publique scandalisée par toute cette violence, les grandes puissances se gardèrent bien

d'intervenir, préférant l'autocratie hamidienne qui se pliait à leurs desseins impérialistes aux risques de déstabilisation que sa disparition aurait pu déclencher.

Cours 5 - Ferments révolutionnaires

Le 4 février 2022

Le « sultan rouge » put ainsi se maintenir au pouvoir encore une vingtaine d'années, régnant sur un empire qui avait désormais perdu en grande partie les caractéristiques qui faisaient sa particularité avant 1876. Malgré des apparences de diversité, l'ottomanisme de 1856 avait disparu, remplacé par une idéologie islamique qui préfigurait déjà sur bien des points le nationalisme des décennies à venir. Si l'élément turc manquait encore, c'était avant tout parce qu'Abdülhamid voulait une fois de plus compter sur la loyauté des musulmans non turcs, notamment les Kurdes et les Arabes, mais aussi parce que le nationalisme était l'apanage de l'opposition jeune-turque qui, depuis Paris et Genève, tentait de renverser son régime autocratique.

Les Jeunes-Turcs n'étaient pas les premiers à se constituer en groupe d'opposition dans l'Empire. Si l'on considère la création en 1889 de l'Union ottomane (*İttihad-ı Osmani*) par un groupe d'étudiants de l'école militaire de médecine comme le début de l'aventure du comité Union et Progrès (*İttihad ve Terakki*), il faut savoir qu'un autre groupe, lui aussi qualifié de « jeune », avait vu le jour une vingtaine d'années auparavant pour faire opposition à la classe dirigeante des *Tanzimat*, avec comme objectif principal l'établissement d'un régime constitutionnel. Les Jeunes-Turcs de la fin du siècle s'en différenciaient par leur véritable jeunesse – ils étaient surtout étudiants alors que leurs prédécesseurs étaient des intellectuels et littérateurs beaucoup plus établis – et par la modernité de leur programme qui comportait des éléments directement inspirés de l'expérience française, alors que la génération précédente était fortement liée à une tradition islamique qu'elle tentait de concilier avec des éléments de libéralisme politique empruntés à l'Europe. Surtout, malgré le nom qui leur avait été donné en imitation des mouvements carbonaristes d'Europe de plus d'un demi-siècle auparavant, les Jeunes-Turcs s'ouvrirent progressivement aux autres communautés ethniques et religieuses de l'Empire. C'était notamment le cas des Arméniens de la Fédération révolutionnaire arménienne (*Tachnagtsoutioun*), constituée au moment des soulèvements et de la répression en Anatolie, qui prit en 1907 la décision de s'allier au comité Union et Progrès pour préparer la révolution qui devait amener la fin de la tyrannie hamidienne. Des rapports s'établirent aussi avec les révolutionnaires de Macédoine et avec les juifs de Thessalonique, tandis que bien des Jeunes-Turcs rejoignaient les loges maçonniques de cette dernière ville.

La plupart des dirigeants jeunes-turcs s'étaient réfugiés et établis en Europe, surtout à Paris et à Genève où leurs activités étaient tolérées mais suivies de près par les diplomates ottomans et les agents secrets du palais. La politique d'Abdülhamid envers ces opposants était extrêmement pragmatique et pouvait aller de la répression la plus dure qui prenait généralement la forme d'un exil aux fins fonds de l'Empire à

des tentatives, parfois réussies, de les « retourner » en achetant leur loyauté ou leurs services par des postes alléchants ou des versements généreux. Le comité, à la différence de ses congénères arméniens ou macédoniens, était rarement actif sur le terrain et plutôt engagé dans une lutte politique menée depuis l'exil. Les Arméniens, notamment les membres de *Tachnagsoutioun*, présents en Anatolie dès le début de la répression, prirent une part active dans des actions d'éclat comme le siège de la Banque ottomane en 1896 ou l'attentat à la bombe contre le sultan en 1905 qui manqua de si peu sa cible. De même, des révolutionnaires bulgares et macédoniens prirent les armes contre l'armée ottomane dès les années 1890, eurent recours à des attaques à la bombe contre des intérêts ottomans et étrangers à Thessalonique et finirent par tenter un soulèvement en masse en octobre 1903. Non sans ironie ces actions finirent par déteindre sur les officiers et cadres de l'armée ottomane qui avaient été amenés à combattre les révolutionnaires dans les Balkans.

C'est ainsi que la célèbre révolution jeune-turque du 23 juillet 1908 fut avant tout le fait d'officiers postés dans les Balkans et secrètement engagés dans le comité qui marchèrent avec leurs troupes sur la capitale ottomane afin de la libérer de l'autocratie d'Abdülhamid. Le mouvement fut accueilli par une foule en liesse et les idéologues du parti purent ainsi regagner la capitale pour participer à la révolution qu'ils avaient rêvée de loin. Fin tacticien, Abdülhamid parvint à se maintenir sur le trône en se prétendant partisan et protecteur du nouveau régime, tandis que se préparait la transition vers un système constitutionnel. Ce « printemps » ottoman réunissait ainsi des éléments fort disparates autour d'un enthousiasme partagé dans un projet d'avenir encore très vague. L'armée révolutionnaire, les penseurs et les idéologues du mouvement, les comités non musulmans et un public aussi divers que partagé se trouvaient confrontés à une situation inédite qui, après trois décennies d'autocratie, répondait aux vœux de la population mais restait extrêmement abstraite quant à sa réalisation. L'idée de réunir dans un système égalitaire et libéral des communautés aussi diverses à une époque où le nationalisme s'emparait de tous les esprits tenait de la gageure.

Dès les premiers mois, les événements prouvèrent à quel point cette construction était fragile. Immédiatement après la révolution, le public ottoman fut confronté à l'annexion de la Bosnie Herzégovine par l'Autriche-Hongrie et de la Crète par la Grèce, tandis que la Bulgarie gagnait son indépendance. En avril 1909, une contre-révolution éclata à Istanbul et ne fut matée qu'avec l'intervention de l'armée « libératrice » de Thessalonique appelée à la rescousse. Abdülhamid en fit les frais et fut déposé sur la conviction qu'il avait fomenté cette insurrection ; à long terme, cet événement constitua un des points de départ de la rupture entre l'islam politique conservateur, revendiquant l'héritage hamidien, et la tendance plus séculière du nationalisme turc, une rupture qui sous-tend encore aujourd'hui l'espace et la scène politiques en Turquie. Le même mois, une vague de massacres perpétrés contre les Arméniens de Cilicie et la légèreté avec laquelle le gouvernement traita l'affaire envenimèrent les rapports entre les deux principaux acteurs de la révolution. En 1911-1912, l'agression

italienne en Tripolitaine et en Cyrénaïque se solda par la perte de ce dernier territoire ottoman en Afrique auquel vinrent s'ajouter les îles du Dodécanèse. Enfin, en 1912-1913, deux conflits balkaniques eurent raison des dernières possessions ottomanes dans la péninsule et menèrent à l'établissement d'une dictature se nourrissant de militarisme et d'un nationalisme turco-islamique de plus en plus violent.

Ce fut donc un empire aux abois, épuisé par quatre années de guerre, tétanisé par une série de cuisantes défaites et galvanisé par un désir de vengeance qui se lança à corps perdu dans le conflit mondial, dans l'espoir insensé de recouvrer ses pertes et sa gloire passée. Hélas, on ne sait que trop bien comment se termina cette aventure. Une résistance acharnée aux Dardanelles ne doit pas faire oublier les défaites subies sur tous les fronts et les pertes humaines qui en découlèrent et, surtout, les centaines de milliers de victimes arméniennes du premier génocide du siècle. L'Empire sortit de la guerre mondiale vaincu, exsangue, occupé, dépecé. Les guerres balkaniques l'avaient amputé de ses derniers territoires européens; la Grande-Bretagne et la France se chargèrent du reste pendant et après la Grande Guerre, mettant les provinces arabes sous mandat et occupant une bonne partie de l'Anatolie.

Cours 6 - Un héritage ambigu

Le 11 février 2022

Le cours ayant atteint son objectif premier qui était de clore ce « long » XIX^e siècle, il fallait désormais conclure par une sorte d'épilogue qui, tout en mettant le cours en perspective, permettrait de le relier à l'actualité politique, sociale et culturelle en Turquie. L'ambiguïté de la notion d'héritage est évidente, ne serait-ce que lorsque l'on compare les dimensions matérielle – le patrimoine – et immatérielle – la culture – de cet héritage. Il est évident que la Turquie actuelle reste le principal « conservatoire » de l'art et de l'architecture ottomans, une sorte de musée de plein air des mosquées, palais et autres bâtiments associés avec l'identité ottomane. Cette vision est évidemment partagée aussi bien par le public turc qui se considère – non sans raison – comme l'héritier plus ou moins direct du patrimoine ottoman que par celui des observateurs occidentaux, aujourd'hui le touriste moyen, dont la vision de l'Empire ottoman est étrangement proche de celle qui domine la culture populaire turque. La seule présence en Turquie de la capitale de l'Empire, Constantinople-Istanbul, suffit à nourrir cette vision, que les mosquées et palais impériaux, ainsi que les collections des musées et bibliothèques de la ville viennent brillamment confirmer, généralement au prix d'ancrer encore plus profondément la distorsion historiographique turque qui tend à identifier l'Empire avec sa capitale, perdant complètement de vue la complexité et la diversité de la réalité ottomane.

La situation est similaire, avec un surplus de distorsion, dans le contexte de l'héritage immatériel de l'Empire, dont la diversité est encore plus systématiquement ignorée ou occultée. En effet, s'il est relativement difficile – mais nullement impossible – de passer à côté d'une église arménienne ou d'une école grecque, à condition que celles-ci

aient pu physiquement survivre au « nettoyage » architectural entrepris par la République, il est beaucoup plus facile d'ignorer – dans les deux sens du terme – toute la dimension non musulmane et/ou non turque de la production culturelle, intellectuelle et artistique ottomane. Encore une fois, ce phénomène dévoile une inquiétante convergence entre le nationalisme turc et l'orientalisme occidental, les deux idéologies étant généralement prêtes, pour des raisons souvent différentes, parfois même diamétralement opposées, à attribuer à l'Empire une identité turque et/ou islamique. Le fait que les nationalismes fondateurs de la plupart des États successeurs de l'Empire, tant dans les Balkans que dans le monde arabe, aient tendu à récuser cet héritage ou du moins à le réduire à une sorte de prélude, généralement néfaste, à l'indépendance n'a fait qu'accentuer ce phénomène, encourageant la Turquie à exercer une sorte de monopole de fait sur une réalité culturelle bien plus complexe et variée que ne le tolérât la rhétorique nationaliste turque.

Le passage de l'Empire à la République fut la cause d'un remaniement radical de l'historiographie avec, comme motivation première, l'invention d'un ancien régime devant justifier et légitimer l'établissement du nouveau régime. Il en résulta une évacuation ou plutôt une démonisation du passé récent, en accusant les dirigeants ottomans des derniers siècles d'avoir cédé à la fois au fanatisme musulman et à l'ingérence, et la domination de plus en plus fortes des puissances occidentales. Il est important de noter toutefois que, contrairement à l'argument voulant que cette épuration de l'histoire équivalût à un rejet du passé ottoman, la version kémaliste de l'histoire s'est en réalité contentée de diviser la chronologie de l'Empire en deux, associant la première période, jugée glorieuse, à l'identité proprement « turque » des premiers sultans qui, au moins jusqu'à la fin du xvi^e siècle, contribuèrent par leur essence guerrière – donc turque – à l'expansion de l'Empire jusqu'aux portes de Vienne.

Cette période faste fut suivie d'un déclin prolongé dont la responsabilité revenait à une forme de dégénérescence qui frappa les Ottomans au fur et à mesure qu'ils perdaient les éléments de base de leur nature première sous l'influence combinée du fanatisme religieux et la domination croissante de l'Europe. Ce scénario, qui reprenait les grandes lignes de l'historiographie occidentale conventionnelle, avait le double avantage de bâtir une téléologie qui menait de fait à la République, représentant une sorte de résurrection de la turcité, et d'identifier les deux dangers qui menaçaient le nouveau régime, l'islam et l'impérialisme, tout en reconnaissant la nécessité de s'engager dans la voie de la modernité. L'ironie, bien sûr, résidait dans le déni de l'héritage immédiat des dernières décennies de l'Empire, au profit d'un passé à la fois distant et fortement idéalisé, pour ne pas dire romancé. Cette fiction historique permettait ainsi de faire l'impasse sur l'héritage le plus concret et le plus immédiat qui avait réellement formé le nouveau régime : un mélange de la modernité par le haut des *Tanzimat*, de l'autocratie d'Abdülhamid, du jacobinisme des Jeunes-Turcs, de la dictature unioniste, du génocide des Arméniens et du caractère fortement islamique et légitimiste de la guerre de libération jusqu'à la prise de contrôle de l'élément kémaliste.

La version kémaliste de l'histoire se développa au cours des années 1930 par des apports éclectiques et parfois contradictoires dont l'objectif premier était de contourner l'héritage islamique et ottoman pour ancrer la nation dans une logique ethnique et territoriale. D'une part, les racines turques furent réinventées de manière à fournir à la nation une généalogie plurimillénaire sur laquelle était bâti l'argument d'une continuité linguistique, culturelle et étatique; de l'autre, le sol anatolien était redéfini par le biais de l'appropriation des civilisations anciennes, notamment les Hittites et les Sumériens, dans le but implicite de contrer les récits judéo-chrétiens et gréco-romains occidentaux qui faisaient des Turcs des nouveaux venus, pour ne pas dire des intrus.

La fiction kémaliste se maintint tant bien que mal, imposée par un régime qui n'admettait guère de critique ou d'opposition, surtout islamique. De toute façon, la généalogie turque ne gênait personne, puisqu'elle était désormais solidement ancrée dans le nationalisme turc. En revanche, rares étaient ceux qui épousaient la théorie de « nos ancêtres les Hittites ». Toutefois, le véritable retour de bâton concernait l'histoire ottomane, encore fraîche dans l'esprit de bien des gens et, surtout, dont la dimension islamique était particulièrement attrayante aux yeux des opposants du kémalisme et aux partisans d'un islam politique. C'est ainsi qu'Abdülhamid II, condamné par l'historiographie kémaliste, refit surface, réimaginé comme le dernier « vrai » sultan, mais aussi comme le calife de l'islam qui sut tenir tête à l'impérialisme occidental.

Le retour et la réhabilitation de l'histoire ottomane tardive commencèrent timidement dans les années 1950, avec la fin du régime du parti unique, mais restèrent marginaux jusqu'à la montée en puissance de l'islam politique dans les années 1980 et, surtout, après l'arrivée au pouvoir du Parti de la justice et du développement d'Erdoğan en 2002. Désormais, l'Empire ottoman est devenu le symbole de l'islam-nationalisme turc, avec une force et un succès que les « thèses turques de l'histoire » de la période kémaliste lui auraient enviés. Derrière cette réussite, il faut évidemment tenir compte des transformations radicales des médias et de la démocratisation du système, mais il est clair que cette réappropriation du passé ottoman fut essentiellement portée par la combinaison d'un désir populaire de réintégrer le passé ottoman de manière plus continue et plus convaincante que ne le permettait l'idéologie républicaine, et d'une réaction des éléments conservateurs de la société et des laissés-pour-compte de la politique laïciste et occidentaliste de l'*establishment* kémaliste.

Il en a résulté une culture populaire communément qualifiée de « néo-ottomaniste », alimentée par des symboles souvent réinventés de l'Empire – les armoiries de l'État ottoman, elles-mêmes une invention de la fin du XIX^e siècle en sont un excellent exemple – et surtout par des produits de grande consommation, telles les séries pseudo-historiques télévisées pouvant mettre en scène aussi bien Soliman le Magnifique qu'Abdülhamid. Le populisme du parti au pouvoir et du président Erdoğan n'eut aucun mal à se greffer sur cette culture pour promouvoir une idéologie hybride combinant la base déjà existante du nationalisme turc avec un discours

renouvelé qui permettait d'y intégrer une dimension islamique qui permettait de remettre en question certains des acquis de la République centenaire.

SÉMINAIRE (EN LIEN AVEC LE COURS)

Séminaire 1 - Histoire médaillée du règne d'Abdülhamid II

Le 8 avril 2022

Si ce titre est un clin d'œil à une pratique courante des monarchies européennes qui utilisaient la frappe de médailles pour célébrer les hauts faits des souverains, le sujet abordé dans ce séminaire est plus spécifiquement lié à un des aspects les plus frappants du règne d'Abdülhamid II (1876-1909), celui de l'utilisation de médailles et de décorations à des fins de propagande et de fidélisation d'une partie de la population et, dans la mesure du possible, de sujets étrangers jugés utiles à la survie de l'Empire. La pratique ottomane des décorations à l'européenne était relativement récente et découlait du développement rapide des rapports diplomatiques avec les puissances européennes à partir de l'expédition d'Égypte de Bonaparte. Pendant les premières décennies du XIX^e siècle cette innovation avait pour seul objectif la reconnaissance des services rendus par des étrangers; ce n'est que vers la fin du règne de Mahmud II (1808-1839) que la pratique commença à s'étendre aux sujets ottomans et que les premiers officiers et dignitaires commencèrent à être décorés par le sultan. Le phénomène prit de l'ampleur pendant les règnes d'Abdülmejid (1839-1861) et d'Abdülaziz (1861-1876), avec la création de « grands » ordres inspirés des principaux ordres européens et la prolifération de médailles célébrant le mérite militaire ou civique d'un nombre croissant de sujets.

Abdülhamid II hérita donc d'une tradition déjà bien établie, mais il l'amplifia au point d'en faire un des éléments clés de son projet politique et idéologique. Son autocratie reposant essentiellement sur le démantèlement des institutions et leur remplacement par des réseaux informels et personnels qui convergeaient sur sa propre personne, les décorations devinrent un moyen utile et efficace d'incarner la faveur impériale envers un nombre de plus en plus impressionnant d'individus, des hauts – et loyaux – dignitaires de l'État et des têtes couronnées d'Europe à des milliers de sujets, plus particulièrement des officiers et bureaucrates de tous rangs. L'arbitraire du régime, qui permettait au sultan d'exiler ou d'incarcérer le moindre opposant ou supposé tel, lui donnait aussi les moyens de combler de cette grâce symbolique, souvent accompagnée d'une gratification, le modeste sujet qui s'était rendu utile par un rapport de délation ou un journaliste européen qui s'était montré prêt à prendre la défense du sultan dans les colonnes de son quotidien.

Cet usage abusif des décorations s'accompagnait d'un intérêt croissant pour un symbolisme graphique et iconographique de plus en plus riche et de plus en plus novateur devant assurer la diffusion d'une image de pouvoir et de majesté associée à l'État et, surtout, à la personne du sultan. C'est ainsi qu'il fut à l'origine de la création

d'une décoration réservée aux femmes, d'une autre réservée aux membres de la dynastie et aux monarques étrangers et de la pratique des cérémonies de distribution de médailles aux vétérans de l'armée. Il fut aussi l'inventeur des armoiries de l'État, un « sapin de Noël » qui tentait d'imiter celles des monarchies occidentales et qui, encore aujourd'hui, est revendiqué comme un des symboles les plus évocateurs du passé ottoman.

Séminaire 2 – 1896 : anatomie d'un massacre

Le 11 avril 2022

L'anatomie d'un massacre est une étude de cas concernant le pogrom qui suivait la prise de la Banque impériale ottomane dans la capitale de l'Empire en 1896 afin de tenter de comprendre le fonctionnement et l'amplitude de cet horrible événement et de revisiter la question de la responsabilité des autorités et, bien sûr, du sultan réputé rouge. Cet épisode sanglant se situe à la fin d'une série de massacres qui décimèrent la population arménienne de l'Empire, en particulier en 1895, lorsqu'une vague de violence populaire, secondée par des milices kurdes instituées par le sultan et par la connivence des autorités, prit pour cible la communauté arménienne des « six provinces » qui avaient été désignées par le traité de Berlin de 1878 comme devant faire l'objet de réformes radicales en faveur de cette population.

Le pogrom de 1896 s'inscrivait dans la suite de cette flambée de violence ; la bande armée qui prit d'assaut le siège central de la Banque impériale ottomane voulait avant tout faire entendre la voix des révolutionnaires arméniens auprès de l'Europe par le biais des légations diplomatiques établies à Constantinople. L'incident fut « résolu » par l'intervention des diplomates qui obtinrent d'Abdülhamid un sauf-conduit pour les assaillants qui furent autorisés à quitter le pays sur un vapeur français à destination de Marseille. En revanche, ce coup de force fut suivi par une réaction extrêmement violente de certains groupes qui se retournèrent contre la population arménienne de la capitale, massacrant dans les rues pendant deux jours et causant un nombre indéterminé de victimes, atteignant probablement quelques milliers.

L'objectif du séminaire n'était pas tant de revisiter et de reconstruire ces événements que de pratiquer un exercice en méthodologie visant à examiner les actions et la responsabilité des agents gouvernementaux, du palais impérial jusqu'à la police et à l'armée, en utilisant presque exclusivement une documentation contemporaine ottomane, afin de vérifier la thèse turque d'une réaction populaire légitime face à une provocation anarchiste et terroriste. Or, à travers une lecture critique et contextualisée des documents officiels compilés par le ministre de la Police, Nazım Pacha, il apparaît que le récit officiel, repris par l'historiographie turque, est truffé d'incohérences et que, même en s'en tenant à la documentation produite par les forces de l'ordre, il devient possible de prouver que le massacre fut perpétré avec la connaissance et la connivence des forces de l'ordre, et que, bien qu'il ne fût peut-être pas directement commandité par le palais, il avait certainement été toléré par le sultan

dont la politique reposait sur la répression des velléités autonomistes ou sécessionnistes de la population arménienne par la terreur.

Séminaire 3 - Histoire et fiction (invité : Orhan Pamuk)

Le 15 avril 2022

Le séminaire « histoire et fiction » fut une occasion rare d'aborder la question du rapport entre histoire et fiction en se penchant sur le dernier roman d'Orhan Pamuk, *Les Nuits de la peste*, dont la traduction française venait de paraître un mois plus tôt chez Gallimard. L'objectif premier était d'exploiter une coïncidence fort intéressante : le roman de Pamuk se situe dans une île imaginaire de l'Archipel ottoman, mais en grande partie pendant une période précise de l'histoire, le tournant du ^{xx}e siècle, au beau milieu du règne d'Abdülhamid, figure centrale du cours de cette année. Ce fut donc l'occasion d'étudier la relation entre histoire et fiction en interrogeant et en écoutant un auteur qui vit et écrit dans un pays que j'ai souvent qualifié de « cliomane » et « cliopathe ». Le séminaire s'est donc déroulé sous forme de conversation entre un historien et un romancier à la fois dans le contexte particulier de l'épidémie de peste qui se serait déclarée dans l'île de Mingher au tournant du ^{xx}e siècle et dans celui, plus général, du rôle tout à fait central que joue l'histoire dans l'œuvre d'Orhan Pamuk.

COLLOQUE - JE T'AIME... MOI NON PLUS. DEUX SIÈCLES DE RELATIONS ENTRE LA TURQUIE ET L'EUROPE

Le 1^{er} octobre 2021

La pandémie m'ayant obligé à reporter mon colloque de l'année précédente, le retour à une situation normale vers le milieu de l'été 2021 m'a encouragé à tenter d'organiser le colloque en question à l'automne. Toutefois, conscient de ce que j'entamais alors la cinquième et dernière année de ma chaire, j'ai préféré choisir un thème moins pointu que celui que j'avais envisagé sur les acteurs locaux de l'archéologie. C'est ainsi que m'est venue l'idée d'organiser cette journée autour d'un sujet qui, tout en étant d'actualité, avait le mérite de faire écho au thème central du cours, soit « L'Empire ottoman et la Turquie face à l'Occident ». L'objectif était de combiner une vision historique sur la longue durée avec une analyse critique d'une actualité de plus en plus sombre. Le titre du colloque, emprunté à la célèbre chanson de Serge Gainsbourg (1967/1969) « Je t'aime... moi non plus », rappelait que les relations entre la Turquie et l'Europe ont de tout temps été marquées par une dimension affective faite de tensions et de contradictions.

Pour en discuter, j'entrepris d'inviter cinq intellectuels de nationalité turque appartenant chacun à une discipline différente, en leur demandant de partager leur point de vue et leur expertise sur des aspects particuliers de la question. Je me chargeai de fournir une synthèse historique sur les deux siècles de relations entre la

Turquie et l'Europe annoncés dans le titre du colloque, en tentant de placer le long de cette chronologie les hauts et les bas observés dans ces rapports pendant la période envisagée. Nilüfer Göle, sociologue, se pencha sur un événement particulier, « La (re)conversion de Sainte-Sophie et le désamour avec l'Europe », pour analyser les derniers développements dans les relations turco-européennes. Dans une présentation intitulée « Turquie-Union européenne : un tandem difficile mais inséparable », l'économiste Seyfettin Gürsel offrit une analyse de la dimension économique des rapports entre l'Europe et la Turquie pendant les dernières décennies, soulignant la nécessité pour les deux parties de sortir de l'impasse dans laquelle elles se trouvaient enlisées. Le politologue Ahmet İnsel souleva la question de la part de responsabilité du régime turc actuel en analysant « L'erdoganisme : une dynamique islamo-nationaliste anti-occidentale », dont il souligna le caractère autoritaire, ainsi que les manipulations populistes visant à consolider son électorat autour d'une démonisation de l'Occident par le biais du nationalisme et de l'islam politique. Enfin, le romancier Orhan Pamuk, qui dut se joindre au colloque par visioconférence depuis New York, aborda le sujet des « antinomies de l'occidentalisation ottomane et turque », qu'il évoqua à travers une combinaison d'observations tirées de l'actualité politique et sociale et de références autobiographiques concernant sa propre perception de l'Europe et des rapports de la Turquie avec le monde occidental.

COURS À L'EXTÉRIEUR

Ayant conservé mon poste à l'université de Boğaziçi, j'y ai assuré pendant toute l'année académique mes enseignements conventionnels, même si ceux-ci ont dû être délivrés par écran interposé en raison de la pandémie et du confinement général.

RECHERCHE

Bien que ralentis ou empêchés sous certains de leurs aspects en raison de la pandémie, mes projets de recherche se sont poursuivis avec succès pendant l'année 2020-2021. Certains de ces projets ont d'ailleurs abouti de manière définitive par des articles, chapitres ou ouvrages qui apparaissent dans la liste des publications que je fournis plus bas. C'est notamment le cas de mes travaux sur l'Alhambra « vu d'Orient » qui a débouché sur une monographie publiée aux Belles Lettres en mai 2021, *L'Alhambra. À la croisée des histoires*. Il en va de même des deux articles parus dans la revue *Turcica* et qui reprenaient des sujets abordés pendant mon cours de l'année précédente, à savoir un article long et détaillé sur l'édit des *Tanzimat* et un autre, plus concis et d'une nature plus documentaire, sur une fête très « arrosée » organisée par Mahmud II en 1833. Enfin, la publication du second volume des écrits de Selahaddin Efendi, sans pour autant mettre fin à ce projet de longue haleine, m'a

permis de marquer mon territoire et de rendre plus visible son évolution pressentie et ses objectifs à long terme.

En dehors de la préparation à la publication des travaux ci-dessus, mes recherches se sont portées sur des projets en cours, à commencer par l'étude de l'étrange carrière du docteur Barrachin et de ses relations pour le moins ambiguës avec le gouvernement ottoman. Je ne reviendrai pas sur ce projet que j'ai déjà décrit dans le détail dans mes résumés de l'année 2019-2020. Je me suis par ailleurs efforcé de continuer à travailler sur mon vaste projet à long terme concernant l'histoire de l'archéologie dans l'Empire ottoman en vue de préparer le terrain pour un ouvrage de synthèse devant couvrir le « long » XIX^e siècle, dont il m'est toujours impossible de proposer dès maintenant une date d'aboutissement et de réalisation. Il n'en reste pas moins que ce projet continue d'avancer, tant par l'accumulation et le classement systématiques d'une documentation pratiquement intarissable que par un travail de réflexion critique sur la littérature existante dont j'ai souvent souligné la faiblesse et les distorsions du fait de l'impact combiné et convergent d'une historiographie européocentriste en Occident et d'une prise de position nationaliste en Turquie. J'espère pouvoir produire jusqu'à l'année prochaine un certain nombre de publications ciblées, portant sur des cas particuliers susceptibles de nourrir à long terme une perspective « totale » sur la question.

PUBLICATIONS

Eldem E., *L'Empire ottoman*, Paris, Humensis, coll. « Que sais-je ? », 2022.

Eldem E., « New documents on the Incantadas? A survey of Ottoman documentation on the removal of the monument from Thessaloniki in 1864 », in E. Solomon et S. Galiniki (dir.), *The Work of Magic Art. Ιστορία, χρήσεις & συμμασιές του μνημείου των Incantadas της Θεσσαλονίκης*, Thessalonique, Archaeological Museum of Thessaloniki, 2021, p. 202-221.

Eldem E., « Du pillage à l'héritage : les vicissitudes du patrimoine dans l'Empire ottoman au XIX^e siècle », in I. Apostolou et A. Zambon (dir.), *Du pillage à la conscience patrimoniale en Grèce et dans l'Empire ottoman : le rôle des Français et des autres Occidentaux (XVIII^e-XIX^e siècles)*, Bordeaux, Ausonius, coll. « Scripta Receptoria », vol. 23, 2022, p. 237-249.

Eldem E., « *Tarih Dersi'nden Haremde Beethoven'e: Hırslı ve Burjuva Bir Şehzade* », in : *Şehzade'nin Sıra Dışı Dünyası. Abdülmecid Efendi*, Istanbul, Sakıp Sabancı Müzesi, 2022, p. 42-59.

Eldem E., « From the *History Lesson* to *Beethoven in the Harem*: An Ambitious and Bourgeois Prince », *The Prince's Extraordinary World: Abdülmecid Efendi*, Istanbul, Sakıp Sabancı Museum, 2022, p. 42-59.

Eldem E., « Az Yazıp Çok Söylemek: Osmanlı'nın Son Yüzyılında Hat Sanatı ve Modernleşme », in İ. Cemil Schick et M. Gharipour (dir.), *İslam Dünyasında Hat ve Mimari*, Istanbul, Albaraka Kültür Sanat ve Yayıncılık, 2022, p. 617-641.

Eldem E., « L'envers de la médaille : les collections d'antiques et la dispersion des patrimoines », in D. Boschung et al. (dir.), *La Belle Époque des collectionneurs d'antiques en Europe, 1850-1914*, Paris, Hermann/Musée du Louvre, 2022, p. 10-22.

- Eldem E., « Genel Kargaşa ve İdare-i Maslahat: On Dokuzuncu Yüzyılda Osmanlı Para "Sistemi" », in M.Ö. Alkan (dir.), *Osmanlı'dan Cumhuriyet'e Süreklilik ve Değişim: Zafer Toprak Armağanı*, İstanbul, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 2022, p. 81-131.
- Eldem E., « Alexandre (İskender) et Candace (Kaydefa) dans la tradition turque et ottomane, ou la réécriture du roman d'Alexandre », in E. Borromeo, F. Hitzel et B. Lellouch (dir.), *Déchiffrer le passé d'un empire. Hommage à Nicolas Vatin et aux humanités ottomanes*, Louvain, Peeters, 2022, p. 3-56.
- Eldem E., « The Ottoman (re)discovery of Byzantium », in O. Delouis et B. Pitarakis (dir.), *Discovering Byzantium in Istanbul: Scholars, Institutions, and Challenges, 1800-1955*, İstanbul, İstanbul Research Institute, 2022, p. 19-36.
- Eldem E., « Turquie », in A. Besson, W. Blanc et V. Ferré (dir.), *Dictionnaire du Moyen Âge imaginaire. Le médiévalisme, hier et aujourd'hui*, Paris, Vendémiaire, 2022, p. 430-434.
- Eldem E., « Alla franca/alla turca – alafranga/alaturka », in F. Georgeon, N. Vatin et G. Veinstein (dir.), *Dictionnaire de l'Empire ottoman*, vol. I, Paris, CNRS Éditions, 2022, p. 116-117.
- Eldem E., « Archéologie », in F. Georgeon, N. Vatin et G. Veinstein (dir.), *Dictionnaire de l'Empire ottoman*, vol. I, Paris, CNRS Éditions, 2022, p. 162-163.
- Eldem E., « Assurance », in F. Georgeon, N. Vatin et G. Veinstein (dir.), *Dictionnaire de l'Empire ottoman*, vol. I, Paris, CNRS Éditions, 2022, p. 215-216.
- Eldem E., « Banque [impériale] ottomane », in F. Georgeon, N. Vatin et G. Veinstein (dir.), *Dictionnaire de l'Empire ottoman*, vol. I, Paris, CNRS Éditions, 2022, p. 251-252.
- Eldem E., « Commerce – XIV^e-XVIII^e siècles », in F. Georgeon, N. Vatin et G. Veinstein (dir.), *Dictionnaire de l'Empire ottoman*, vol. I, Paris, CNRS Éditions, 2022, p. 477-481.
- Eldem E., « Décorations », in F. Georgeon, N. Vatin et G. Veinstein (dir.), *Dictionnaire de l'Empire ottoman*, vol. I, Paris, CNRS Éditions, 2022, p. 579-581.
- Eldem E., « Ebcéd », in F. Georgeon, N. Vatin et G. Veinstein (dir.), *Dictionnaire de l'Empire ottoman*, vol. I, Paris, CNRS Éditions, 2022, p. 672-673.
- Eldem E., « Lettre de change », in F. Georgeon, N. Vatin et G. Veinstein (dir.), *Dictionnaire de l'Empire ottoman*, vol. II, Paris, CNRS Éditions, 2022, p. 1265-1267.
- Eldem E., « Murad V », in F. Georgeon, N. Vatin et G. Veinstein (dir.), *Dictionnaire de l'Empire ottoman*, vol. II, Paris, CNRS Éditions, 2022, p. 1477.
- Eldem E., « Osman Hamdi Bey », in F. Georgeon, N. Vatin et G. Veinstein (dir.), *Dictionnaire de l'Empire ottoman*, vol. II, Paris, CNRS Éditions, 2022, p. 1567.
- Eldem E., « Paris Bey », in F. Georgeon, N. Vatin et G. Veinstein (dir.), *Dictionnaire de l'Empire ottoman*, vol. II, Paris, CNRS Éditions, 2022, p. 1601-1602.
- Eldem E., « Crisscrossing between East and West: Osman Hamdi Bey », in L. de Guise (dir.), *Orientalist Paintings. Mirror or Mirage? From the Collection of the Islamic Arts Museum Malaysia*, Kuala Lumpur, Islamic Arts Museum Malaysia, 2022, p. 32-41.
- Eldem E., « Du déclin à la faillite, la lente agonie d'un empire "à l'ancienne" », *Le Monde. Hors-série : Où va la Turquie ?*, nov. 2021, p. 68-71.
- Eldem E., « Tarihçi Gözüyle Reşad Ekrem Koçu'nun *İstanbul Ansiklopedisi* », *Toplumsal Tarih*, vol. 338, 2022, p. 36-43.
- Eldem E., « Osmanlı İmparatorluğu'nun Son Döneminde Fransızca Basını İçin Kullanım Kılavuzu », *Kebikeç*, vol. 53, 2022, p. 283-296.
- Eldem E., « Tanzimat Hatt-ı Hümayunu'nu (1839) Baştan Okuma », *Tarih ve Toplum. Yeni Yaklaşımlar*, vol. 20, 2022, p. 9-97.

Eldem E., « Magic at the Imperial Palace, 1876-8 », *Acaib. Occasional Papers on the Ottoman Perceptions of the Supernatural*, vol. 3, 2022, p. 67-112.

Eldem E., « Rescuing Ottoman history from the Turks », *Turkish Historical Review*, vol. 13, 2022, p. 8-27.